

**UNE AMBITION
POUR LE PEUPLE
POUR LA FRANCE
POUR LA PAIX**



**Feuille de route adoptée
par la conférence nationale du PCF**

14 décembre 2024



Réuni-es en conférence nationale un an et demi après leur 39^e Congrès, les communistes alertent sur le développement des guerres et la crise généralisée de la globalisation capitaliste, marquée par : les récessions frappant un nombre accru d'économies ; les menaces de plus en plus prégnantes de crises financières majeures ; la dégradation forte de l'emploi, des conditions d'existence ; l'effondrement industriel de nombreux pays occidentaux et les licenciements massifs de travailleurs-ses qui l'accompagnent ; l'impérialisme, l'aiguïsement des concurrences entre puissances et multinationales en vue de la redéfinition des rapports de force sur la planète ; la multiplication des guerres qui, de l'Ukraine au Proche-Orient en passant par l'Arménie ou le Soudan, menace de déboucher sur un embrasement mondial, à la possible dimension nucléaire ; des phénomènes climatiques extrêmes, alors que 2024 est en passe de devenir l'année la plus chaude jamais observée, franchissant le seuil de 1,5°C de réchauffement, tandis que la crise de la biodiversité et la dégradation de notre environnement sont confirmées par les scientifiques. Dans le même temps, nous assistons à une explosion des inégalités avec une accumulation toujours plus grande de richesses par une minorité.

Les dirigeants de grands groupes industriels et financiers, des banques, les grands acteurs capitalistes ont, dans ce cadre, fait le choix de sacrifier des filières entières pour maintenir leur taux de profits. Ils mettent ainsi en péril notre souveraineté dans des secteurs stratégiques tels que l'alimentation, l'énergie, la chimie, la sidérurgie, la défense, le numérique... Sous la menace des marchés financiers, nos services publics sont également démantelés, provoquant la juste colère de nos concitoyen-nes face aux difficultés d'accès aux soins, à l'éducation, à la sécurité, à la justice, aux transports, aux logements. La cherté de la vie frappe un nombre inédit de familles, de salarié-es, de retraité-es. 14% de la population de notre pays vit sous le seuil de pauvreté. C'est un recul insupportable du niveau de vie en France, qui frappe une part toujours plus large de la population. Les femmes sont les premières victimes de cette précarisation grandissante, des inégalités professionnelles et elles subissent de surcroît des violences sexistes et sexuelles. Dans les Outre-Mer, de puissants mouvements contre la vie chère exigent une meilleure prise en compte de la situation des habitant-es, de leurs difficultés, plus importantes que dans l'Hexagone, du fait des monopoles et d'une approche colonialiste des gouvernements français successifs.

Les forces syndicales et associatives entendent résister à cette situation et s'organisent, comme le montrent les mobilisations sectorielles ou nationales qui se multiplient malgré le poids de la résignation. Les dernières manifestations pour la défense des services publics ou pour l'industrie montrent aussi qu'un grand nombre de salarié-es prend conscience de la gravité de la situation. Avec les forces du mouvement social, nous voulons mener le débat sur la nécessité de rupture avec les logiques capitalistes qui sont au cœur des politiques actuelles et aggravent délibérément la division des travailleurs-ses, renforcent les replis identitaires, érigent l'immigration en bouc-émissaire, favorisent des solutions de pouvoir ultralibérales et autoritaires. L'adversaire des peuples, des travailleurs et travailleuses, dans le monde et dans notre pays, est plus que jamais le capital engagé dans une fuite en avant pour poursuivre son accumulation et préserver ses pouvoirs, sacrifiant les besoins fondamentaux de l'humanité et les immenses possibilités de progrès.

Dans le monde, l'ordre international néolibéral que les USA ont cherché à imposer après la fin de la guerre froide est profondément contesté. Les BRICS+ poursuivent leur démarche d'émancipation monétaire du dollar, dans le respect des souverainetés nationales tout en étant un espace de compromis entre les intérêts propres et les politiques de puissance des gouvernements qui en sont membres. En invitant Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne et Antonio Guterres, secrétaire général des Nations Unies lors de leur dernier sommet, ils démontrent à nouveau que la « communauté internationale » ne s'arrête pas aux frontières de l'Union européenne et des États-Unis. L'Union africaine est quant à elle associée au G20. La ratification unanime de l'Alliance globale contre la faim et la pauvreté est également un point d'appui. De même que dans les COP climatiques et les sommets internationaux sur l'environnement (biodiversité, lutte contre la pollution plastique, contre la désertification) s'exprime l'aspiration des pays dits du « Sud global » à plus de justice et de coopération afin de préserver l'habitabilité de notre planète. Au-delà des initiatives des

grandes puissances, les aspirations des peuples à reprendre la main sur leurs choix de politiques nationales et internationales s'expriment fortement. Le centre de gravité mondial semble se déplacer, emportant avec lui l'unipolarité étatsunienne et laissant entrevoir de nouvelles perspectives. Les peuples n'en peuvent plus de l'hégémonie monétaire du dollar et de la militarisation au service de la guerre économique, de l'OTAN dont la France doit sortir. Des forces pour la paix, notamment au Proche-Orient, multiplient également les rassemblements, les initiatives pour forcer le président de la République à redonner toute sa place à la France dans la diplomatie internationale. Les communistes français-es se placent en réponse aux intérêts mutuels de tous les peuples, dans la lutte contre l'extrême pauvreté, contre le réchauffement climatique et pour la paix, le désarmement et la dénucléarisation. Ils portent l'exigence de coopérations nouvelles entre peuples et nations souveraines et associées.

Dans toutes ces luttes essentielles, en France, en Europe et dans le monde, le PCF prend toute sa place et apporte sa contribution, il se mobilise avec ses militant-es, ses élu-es locaux-ales et ses parlementaires pour gagner des avancées et préserver les intérêts du peuple, de la nation et promouvoir la paix.

Les forces d'extrême droite progressent à grande vitesse partout dans le monde et représentent une menace majeure pour la démocratie, les droits sociaux, les libertés individuelles et collectives, comme en témoignent, outre le retour au pouvoir de Trump aux USA, les victoires de Milei en Argentine ou de Meloni en Italie, la progression de l'AFD en Allemagne, du Rassemblement national en France, ou de formations similaires dans l'ensemble de l'Union européenne. Cette progression est alimentée par le rejet d'une globalisation capitaliste violente, le sentiment de déclassement et de relégation notamment du fait de la mise en concurrence entre travailleurs et travailleuses, la défiance massive envers la représentation politique, de l'inexistence d'alternative de progrès perçue comme suffisamment crédible pour susciter une large adhésion. En réalité, l'extrême droite, loin d'être une opposition au système, permet à celui-ci de se maintenir par une politique toujours plus autoritaire et xénophobe.

Les peuples d'Europe, dont le peuple français, subissent de plein fouet les assauts violents du capital. Agences de notation, Commission européenne, gouvernements néolibéraux et d'extrême droite agissent quotidiennement au service des marchés financiers. Ils ne cessent de renforcer les politiques d'austérité, cassent les industries nationales, démantèlent les services publics et la protection sociale pour livrer à la loi du marché des pans entiers de l'activité humaine, accélèrent les accords de libre-échange, renoncent aux politiques climatiques et environnementales : ils provoquent ce faisant chômage, pauvreté, insécurité et précarité pour des centaines de millions d'Européen-nes, en premier lieu les femmes et les enfants, victimes de ce coût exorbitant des exigences du capital pour nos sociétés. Ces forces du capital font tout pour renforcer l'exploitation et diviser nos concitoyen-nes, en fonction de leurs origines, de leur couleur de peau, instrumentalisant l'immigration. La montée du racisme, de l'antisémitisme, des communautarismes contribue à diviser le peuple et même à diviser la gauche. C'est pourquoi nous devons combattre avec force ces fléaux en portant l'ambition d'une République laïque, universaliste, sociale et démocratique.

En France, l'instabilité politique sans précédent depuis les origines de la V^e République vient de déboucher sur le vote de la censure à l'Assemblée nationale, le 4 décembre dernier. Bien que sévèrement battu dans les urnes à l'été 2024, le pouvoir Macron-Barnier avait auparavant tenté, avec l'appui du Rassemblement national, d'imposer au pays une cure d'austérité très sévère : attaque contre le pouvoir d'achat et la Sécurité sociale, baisse des dotations aux collectivités, suppression de 4 000 postes dans l'Éducation nationale ; attaques contre la culture, contre la santé, contre l'environnement, contre tous les services publics ; tentative de liquidation de Fret SNCF et de libéralisation du service public ferroviaire et poursuite de la casse et du grand déménagement industriel avec 300 000 emplois mis en cause. Il n'aura toutefois pas résisté au rejet populaire massif d'une politique dépourvue de majorité à l'Assemblée comme dans le pays et à l'effondrement de la légitimité du président de la République... Pour autant, le parti macroniste et la droite cherchent à reprendre l'offensive avec la nomination successive de gouvernements porteurs d'une politique brutale

de régression. La crise politique conjuguée à l'usure de la V^e République n'en fait pas moins entrer la France dans un moment durable de désordre, augurant d'autres secousses sociales et politiques d'ampleur. Cette crise appelle plus que jamais à mettre fin aux pouvoirs exorbitants du président de la République et à la constitution d'une nouvelle République sociale et démocratique.

La progression de la gauche en nombre de député-es aux dernières législatives ne doit pas masquer sa faiblesse : une stagnation à un tiers des suffrages, une base sociale restreinte car amputée d'une grande partie de la classe travailleuse dans sa diversité et des divergences de projet qui ne lui permettent pas d'affronter efficacement la domination du capital. Parmi les visions stratégiques qui s'affirment à présent au sein du Nouveau Front populaire, deux conduisent à l'échec : celle du « populisme de gauche » n'hésitant pas à encourager les communautarismes, sans perspective majoritaire, et celle d'un « social-libéralisme » rénové et oublieux des désastres qu'il a provoqués. L'une et l'autre représentent des impasses, dès lors qu'elles se dérobent à l'affrontement entre le capital et le travail, qu'elles limitent leur ambition à une meilleure répartition des richesses. Le PCF propose d'aller au-delà de cette seule question de la répartition pour porter la nécessité de transformer les rapports de production, le mode de consommation et se donner les moyens financiers et démocratiques, notamment par la création monétaire, de combattre les logiques mortifères du capitalisme. Si notre parti a gagné en visibilité nationale, nos résultats demeurent insatisfaisants. Les décisions de notre feuille de route doivent nous permettre de faire progresser l'identification de notre projet et de renforcer notre activité pour la reconquête des vastes secteurs du monde du travail et des catégories populaires sans lesquels aucune victoire politique n'est possible. Des atouts existent pour cela : le mouvement pour l'abrogation de la réforme des retraites de 2023, la puissance des mobilisations féministes, le potentiel militant des organisations syndicales et des associations. C'est également le cas du refus d'un système d'inégalités et d'injustices sociales et environnementales de la part d'une partie de la jeunesse.

Dans cette situation, le communisme est toujours un projet d'une brûlante actualité. La France et son peuple ont plus que jamais besoin d'un Parti communiste renforcé pour ouvrir une alternative et promouvoir la paix. Notre responsabilité est immense pour œuvrer aux mobilisations contre la dictature des marchés financiers et travailler à en politiser les enjeux, mener la bataille des idées contre les projets de la droite et de l'extrême droite, engager toutes ses forces au service de la reconquête des millions d'hommes et de femmes que leur désespoir a conduit à se détourner de la politique et de la gauche, contribuer à l'émergence d'une alternative porteuse de progrès sociaux et écologiques. Notre parti doit progresser dans son travail théorique sur le projet communiste et son activité militante pour rassembler la classe travailleuse. Ainsi, il doit se renforcer et développer la formation de ses militant-es et cadres, afin de peser plus efficacement dans le débat public et dans les confrontations politiques et sociales. Le terrain de la bataille des idées est central pour atteindre nos objectifs politiques, comme en témoigne l'accélération de la concentration financière des médias visant une diffusion massive de l'idéologie dominante.

Pour être à la hauteur de l'affrontement de classe en cours, il faut réussir à inverser le rapport de force. Face à la classe capitaliste, l'union de la classe travailleuse est déterminante pour avoir la capacité de le vaincre. Une révolution démocratique, sociale, écologiste, féministe est nécessaire pour répondre aux défis de ce XXI^e siècle. C'est elle qui fonde notre idéal de paix, de coopération entre les peuples et de développement des capacités humaines. Cette révolution de la société doit être au cœur de notre projet, de notre activité et c'est à ce combat que nous devons être mieux identifié-es. Ce combat va de pair avec notre conception du rassemblement que nous voulons populaire et majoritaire.

Nous avons quatre atouts considérables pour cela :

- **Une force militante irremplaçable**, déterminante, engagée sur tout le territoire, dans les villes, dans les banlieues, en ruralité et dans de nombreux lieux de travail comme dans les associations... Cette force, qui subit encore les effets de son affaiblissement, doit être renforcée et développée. Sans elle, sans ce renforcement, notamment dans les entreprises et dans les collectivités, nous n'y parviendrons pas.
- **Des milliers d'élus locaux**, engagé-es dans les luttes et agissant avec les militant-es de leur parti et les forces syndicales et associatives locales, pour proposer et mettre en œuvre des propositions novatrices pour relever les défis économiques, sociaux, écologiques et démocratiques de leurs territoires.
- **Des idées originales et un projet émancipateur**, non seulement exigeant et cohérent quant aux moyens financiers nouveaux à mobiliser (banques, entreprises, aides publiques, Banque centrale), aux changements dans le travail, la production et aux pouvoirs et institutions nouvelles à créer, mais aussi internationaliste, porteur de solidarité et de coopération pour un monde de partage et de co-développement. Un projet reposant sur l'intervention constante et consciente de toutes et tous les intéressé-es, sur la démocratie.
- **Une place reconnue à gauche et en France** grâce à notre rôle dans les luttes comme dans les institutions et notre présence aux deux dernières élections européennes et à la présidentielle de 2022. Il nous faut à présent donner davantage de visibilité à notre projet de transformation révolutionnaire des rapports de production et d'approfondissement de la démocratie ainsi qu'au chemin nouveau que nous proposons, à gauche, pour faire gagner demain les forces du travail, de la création, de la jeunesse. Dans chaque échéance politique et sociale à venir, il s'agit de permettre à notre parti de porter et d'incarner, avec l'efficacité maximale, les solutions qu'il défend pour le peuple, pour la France, pour la paix. Cela implique une bataille politique et idéologique de grande ampleur.

C'est la raison pour laquelle nous décidons de poursuivre la dynamique de nos 38^e et 39^e Congrès et d'engager un nouvel élan pour un parti révolutionnaire utile au quotidien au peuple, au monde du travail, indispensable à l'avenir du mouvement d'émancipation. Nous sommes à l'offensive à tous les niveaux sur la base d'objectifs visant à unir, à rassembler pour de nouvelles avancées sociales et démocratiques, pour la paix et la dignité humaine, pour la préservation de notre environnement. Face au capitalisme violent, guerrier, pillant les ressources planétaires, nous réaffirmons notre projet communiste, le besoin de communisme et le chemin pour y parvenir en réactualisant le socialisme à la lumière des défis du XXI^e siècle. Notre 39^e Congrès a caractérisé ce processus révolutionnaire comme une transition vers une nouvelle civilisation. Pour instruire le débat sur cette question, un Conseil national y sera consacré en 2025. Un groupe de travail animé par des membres du CN et associant les commissions et les revues préparera les éléments du débat. Les axes d'actions qui suivent seront initiés jusqu'à notre 40^e Congrès.



UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE & UTILE AU QUOTIDIEN

10 AXES D'ACTION

1. Promouvoir dans toute notre activité les cinq grands identifiants de notre projet communiste pour répondre aux défis du XXI^e siècle :

- Agir pour la paix, la solidarité internationale, l'autodétermination des peuples,
- Révolutionner le travail et la production : sécurisation de l'emploi et de la formation, appropriation sociale des moyens de production, planification écologique,
- Promouvoir les biens communs par le service public,
- Réaliser l'égalité réelle dans une République refondée abolissant les rapports de domination et garantissant au peuple et au salariat des pouvoirs nouveaux,
- Conquérir les moyens financiers et les pouvoirs nécessaires à ces transformations.

Dans ce travail, notre projet de sécurisation de l'emploi et de la formation et notre plan climat *Empreinte2050* sont identifiés comme des atouts à valoriser plus fortement.

2. Faire du développement de notre politique de paix et de solidarité internationale une priorité de l'action du parti :

élaborer un livret programmatique formalisant notre politique de paix, de sécurité collective, de défense et de coopération entre les peuples, qui sera présenté à l'occasion de la journée internationale pour la paix de 2025 ; organiser le déploiement de la campagne commune de l'OLP et du PCF, de solidarité avec le peuple palestinien, avec l'ensemble des fédérations ; organiser une conférence européenne des partis communistes et des membres ou observateurs du PGE et/ou du groupe « The Left » ; face au blocus imposé par l'impérialisme étatsunien, faire un point d'étape sur la campagne de solidarité politique et matérielle avec Cuba pour décider des nouveaux objectifs que nous nous fixons avec les organisations de solidarité, les associations et les syndicats ; approfondir le positionnement du parti sur l'enjeu de l'immigration, des raisons des migrations jusqu'à l'accueil digne des réfugié-es ; développer une politique de solidarité internationale féministe avec l'ensemble des femmes, premières victimes des conflits et cibles prioritaires des régimes islamistes, comme en Iran et en Afghanistan.

3. Établir un programme de travail de nos directions nationales et départementales sur le projet communiste et les conditions de sa mise en œuvre :

publication d'un calendrier de travail, actualisation nationale de notre projet par la rédaction de livrets thématiques programmatiques, séance thématique régulière du Comité exécutif national et du Conseil national pour échanger sur le travail d'une commission nationale et temps thématiques dédiés au sein des conseils départementaux pour débattre du projet du parti, de son appropriation par les communistes, de son enrichissement par l'action locale ; plusieurs temps sont ainsi programmés en 2025, dès janvier sur l'enjeu de l'immigration ou encore sur l'enjeu du handicap dont notre parti doit se saisir pleinement ; organiser une initiative à l'occasion du 80^e anniversaire de la création de la Sécurité sociale ; organiser des réunions intercommissions régulières ; mieux articuler nos débats et prises de décisions entre le CEN, le CN, les commissions nationales et les fédérations ; renforcer la visibilité des revues qui participent au rayonnement de nos idées et des initiatives organisées par elles et leurs synergies avec les débats dans lesquels intervient le PCF ; relancer les « mardis marxistes », une fois par mois, sur des questions utiles à la prospective des analyses et propositions du PCF ou à leur diffusion, qu'il s'agisse de livrets thématiques, de numéros de revues, etc.

4. Déployer dans la durée notre campagne nationale contre l'austérité, pour l'industrie, les services publics, le développement de l'emploi et la formation : identification par chaque section d'au moins une entreprise ou un service public pour aller à la rencontre des salarié-es, se mettre en lien avec les syndicats, structurer l'activité locale régulière en direction du lieu identifié ; création de cellules d'entreprises ou mise en réseaux des salarié-es au sein d'une filière ; adresse spécifique aux lieux de travail à prédominance féminine ; organisation de deux journées nationales d'action et adoption de documents programmatiques sur les deux axes de notre campagne : élaboration d'un plan national de nouvelle industrialisation sociale et écologique à l'horizon 2030, appuyé sur le plan climat *Empreinte2050* et un plan de développement des services publics à la même échéance. Les fédérations seront appuyées dans cette campagne par un suivi et des initiatives de formation sur le fond pour aider à l'animation des débats et faire le lien entre les revendications, les exigences politiques nationales et notre projet.

5. Développer notre dispositif de lutte contre l'extrême droite : élaboration et actualisation régulière d'outils militants pour dénoncer l'imposture sociale de l'extrême droite et y opposer notre projet ; travail à tous les niveaux avec les forces syndicales et associatives pour faire converger les efforts de nos forces respectives ; faire de la culture, et de son accès à toutes et tous, un moyen de lutter contre l'extrême droite et tous les obscurantismes ; travail spécifique dans le cadre des prochaines échéances électorales pour identifier les possibles victoires de l'extrême droite et la mettre en échec ; renforcement national et local de nos équipes d'Accueil et Sécurité pour garantir le bon déroulement de nos initiatives et leur protection.

6. Renforcer la place de la vie du parti et de la bataille financière dans nos temps de travail nationaux et locaux :

- *Travailler à rendre plus visible, lors de toutes nos initiatives, notre proposition d'adhésion et de cotisation*, notamment au sein des mouvements sociaux et citoyens, en proposant à toutes celles et ceux qui luttent d'adhérer à notre parti pour donner plus de force à nos combats communs.
- *Faire de la création de cellules une priorité de la vie du parti* ; pour la création de cellules ou de sections d'entreprises, interentreprises ou interprofessionnelles, le recensement des lieux de travail des adhérent-es est un atout ; poursuivre le développement de réseaux nationaux des communistes de différentes filières professionnelles.
- *Développer l'action du secteur Formation pour répondre aux besoins importants identifiés dans le parti*, en multipliant les stages nationaux et en enrichissant l'offre actuelle avec de nouvelles initiatives. Ces formations, qu'elles soient pratiques ou thématiques, pourront être déclinées au niveau national et local, en lien avec les attentes spécifiques des cellules et des sections, afin de renforcer les compétences et l'efficacité des militant-es. *Développer la politique des cadres* est également nécessaire avec l'objectif d'une représentation renforcée du monde du travail, d'une féminisation et d'un renouvellement générationnel de nos cadres. Sur ces deux enjeux, des temps de travail spécifiques du Comité exécutif national seront programmés.
- *Initier un réseau national des actions de solidarité* organisées par les structures locales du parti dans les quartiers populaires afin de mieux promouvoir ces initiatives et les développer dans l'activité de notre parti ; engager un travail collectif avec les fédérations volontaires pour améliorer notre intervention en direction des populations agricoles et rurales.
- *Conforter la souveraineté financière des adhérent-es sur leur parti* par une bataille constante de la cotisation à 1% minimum des revenus et à son versement mensuel ; organiser davantage de souscriptions populaires auprès de tous celles et ceux que nous voulons rassembler ; amplifier notre travail de maîtrise juridique et de gestion de notre patrimoine pour le mettre au service du déploiement de l'activité communiste ; poursuivre nos efforts de solidarité financière dans tout le parti, en veillant à ce que chaque échelon dispose des moyens nécessaires à l'intervention communiste la plus efficace.

- **Développer à tous les niveaux le lien avec les élu-es nationaux-ales et locaux-ales du PCF** pour partager les analyses, construire les réponses communes, valoriser les combats menés, les victoires qu'ils parviennent à obtenir, leur reversement d'indemnités.
- **Pour avancer sur l'ensemble de ces priorités**, organiser des rencontres nationales régulières des secrétaires départementaux-ales et des suivis départementaux-ales qui permettent de réaliser des bilans précis des atouts et obstacles rencontrés et des rencontres locales au sein des fédérations ; mutualiser davantage nos productions de cellules, sections, directions fédérales et nationale ; faire participer le plus grand nombre de communistes possibles à l'activité et à la construction de nos propositions à travers nos commissions nationales et nos structures locales.

7. Développer la communication du parti à tous les niveaux pour élever le niveau de conscience de classe et renforcer notre influence

renforcer le récit du projet de société que nous portons et la crédibilité des grands identifiants de ce projet communiste ; développer la communication de grande proximité en prise directe avec les attentes de nos concitoyen-nes dans les quartiers populaires, les milieux agricoles et ruraux et les lieux de travail, en articulant réponses aux urgences et ruptures à opérer ; renforcer la vente militante du journal *L'Humanité*, de toute la presse communiste et la bataille de l'abonnement partout dans le pays ; renforcer la place des visuels et de la vidéo dans notre communication, notamment sur les réseaux sociaux ; renforcer et rendre plus efficaces nos outils numériques de mobilisation populaire, facilitant le passage à l'action des citoyen-nes qui souhaitent militer à nos côtés ; faire de l'éducation populaire à travers des formats accessibles (vidéos, podcasts, débats locaux, supports thématiques vulgarisés) ; développer encore notre présence médiatique et la diversité de notre représentation (femmes, salariat...) ; organiser des réunions régulières d'une commission nationale de communication avec des camarades en charge de la communication issues du maximum de fédérations.

8. Préparer les élections municipales de 2026 pour renforcer les majorités de gauche et pour de nouvelles conquêtes face au danger de l'extrême droite et des droites réunies.

Cela implique de renforcer le nombre de villes et villages à direction communiste, la place du PCF dans les majorités municipales et les oppositions de gauche et d'empêcher la conquête de communes par les droites et l'extrême droite. Nous mènerons campagne au niveau national pour les services publics locaux et les moyens de les financer. Notre calendrier est le suivant : organiser au premier trimestre 2025 des assemblées générales consacrées aux élections municipales dans le maximum de sections ; tenir une réunion des secrétaires départementaux-ales dédiée ; désigner d'ici à juin 2025 les principaux chef-fes de file, candidats et candidates, dans les plus de 450 villes de plus de 20 000 habitant-es et le plus grand nombre de candidats et candidates dans toutes les villes et villages, même les plus petites, avec l'objectif de diversifier notre représentation électorale (féminisation, représentation du monde du travail et de la jeunesse, personnes issues de l'immigration...).

9. Préparer les prochaines élections législatives et la prochaine élection présidentielle.

L'extrême droite est aux portes du pouvoir. Face aux graves dangers de cette situation, l'apport du PCF est décisif pour la mettre en échec et pour la victoire de la gauche. Notre démarche de rassemblement s'adresse aux travailleurs-euses et à toutes les forces de gauche. Elle doit s'appuyer sur les luttes, la mobilisation des forces syndicales et associatives et dépasser les obstacles au sein de la coalition du Nouveau front populaire qui empêchent la gauche d'être majoritaire.

Nous voulons démasquer l'imposture sociale du Rassemblement national et nourrir les luttes actuelles d'un projet crédible de changement pour reconquérir les catégories populaires et le monde du travail.

Cela implique de promouvoir auprès des populations et des forces de gauche une autre démarche que les accords législatifs de la Nupes en 2022 et du NFP en 2024.

Nous décidons, dès à présent, pour l'élection présidentielle et les élections législatives, de mettre en débat largement notre projet de société qui s'attaque au coût du capital et place la paix au cœur des relations internationales, ainsi que notre conception du rassemblement pour battre l'extrême droite et faire gagner

une gauche populaire, féministe, républicaine et laïque. C'est l'objectif du processus d'États-généraux que nous lançons.

Pour les élections législatives, nous voulons renforcer l'influence du PCF et garantir la constitution d'un groupe de député-es communistes indispensable à la réussite d'une politique de changement.

Nous décidons d'engager le dialogue nationalement et localement avec les habitants et habitantes de nos circonscriptions, les élu-es locaux-ales et forces vives du pays, syndicales, associatives, citoyennes, sur le projet à la hauteur de leurs attentes.

Pour mener ce dialogue et créer les conditions de candidatures communistes utiles à la victoire de la gauche, nous réunirons au premier semestre les communistes partout en France pour proposer des chef-fes de file dans chaque circonscription du pays, à parité.

Ce processus d'États-généraux et ce travail de terrain des communistes dans toutes les circonscriptions du pays est indispensable tant pour la progression de la gauche aux élections législatives que pour une victoire de la gauche à l'élection présidentielle. L'échéance présidentielle, qui peut être anticipée, est majeure et doit être préparée. Nous avons la légitimité à porter une candidature de rassemblement issue de notre parti. Ce sera aux communistes de prendre souverainement leurs décisions sur la candidature présentée par le PCF.

10. Lancer dans la classe travailleuse et dans la gauche, un processus d'États-généraux pour le peuple, pour la France, pour la paix : organiser à tous les niveaux des débats publics associant les forces du mouvement social, du monde du travail, de la création, de la jeunesse, les mouvements citoyens, les forces de gauche et écologistes du Nouveau front populaire et au-delà ; dans ce cadre prendre nationalement l'initiative de trois grands débats nationaux au premier semestre 2025 : « *Travailler, produire : quel projet de transformation sociale, écologique et démocratique ?* » ; « *Le peuple de France au service de la paix* » ; « *Citoyen-nes, salarié-es : à la conquête de pouvoirs pour une République sociale et démocratique* ». Le premier de ces débats se tiendra dès le printemps. Nous mettrons à disposition des outils militants pour permettre au plus grand nombre de se saisir de ces États-généraux et nous rendrons compte de ces initiatives, de la contribution des participant-es, pour nourrir notre activité.

